



CONCOURS EXTERNE SUR TITRES DE RECRUTEMENT D'ÉLÈVES COMMISSAIRES DES ARMÉES EN 2022

ÉPREUVE D'ENTRETIEN MÉTIER

durée : 50 minutes dont 20 minutes d'exposé – coefficient 4

Le candidat présentera avec le support de son choix un exposé portant sur un des sujets ci-dessous proposés.

1. ACHATS

- 1.1. Peut-on tout externaliser en achat au ministère des armées, quels segments privilégier et quelles sont les limites ?
- 1.2. La réversibilité est-elle une notion réaliste et applicable pour les achats du ministère des armées notamment dans un cadre d'externalisation ?
- 1.3. Comment le service du commissariat des armées peut-il concilier l'optimisation et la rationalisation des achats publics tout en préservant le tissu économique local (PME/TPE) ?
- 1.4. Le ministère des armées, pour ses achats hors armement, est-il un acheteur comme un autre ministère ?
- 1.5. Quelles sont les clefs et les limites pour le service du commissariat des armées pour favoriser les achats locaux hors armement ?
- 1.6. L'acheteur public est-il un acheteur comme un autre ?
- 1.7. Les achats éco et socio-responsables prennent une place toujours plus importante mais sont-ils compatibles avec une exigence opérationnelle ?
- 1.8. Comment développer et favoriser une politique d'achat innovante au sein du ministère des armées ?
- 1.9. Règles de déontologie et acheteur public.
- 1.10. Comment rendre plus performante la fonction achat au sein du service du commissariat des armées ?

2. CONTROLE INTERNE ET AUDIT INTERNE

- 2.1. De quelles façons et avec quels outils le contrôle interne peut-il améliorer le fonctionnement et l'efficacité des services d'une administration ?
- 2.2. Les armées peuvent-elles maîtriser leurs activités comme une entreprise ?
- 2.3. Quel(s) intérêt(s) pour les armées de disposer d'une structure d'audit interne ?
- 2.4. Inspection et audit : complémentarité ou incompatibilité ?
- 2.5. La gestion publique fondée sur la maîtrise des risques est-elle compatible avec l'activité des forces armées ?
- 2.6. La méthodologie de l'audit : atout ou entrave ?
- 2.7. Les différences entre contrôle interne et audit interne.
- 2.8. Faut-il s'en tenir aux risques cartographiés ou doit-on prendre en compte les signaux faibles ?
- 2.9. Quels sont les softskills de l'auditeur ?
- 2.10. Pourquoi faut-il préserver l'audit interne ?

3. COMPTABILITÉ

- 3.1. Comptes publics et débat public.
- 3.2. « La société a le droit de demander compte à tout agent public de son administration » : quelle mise en œuvre concrète pour l'article 15 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789 ?
- 3.3. La certification des comptes : analyse comparée des pratiques dans les secteurs public et privé.
- 3.4. Comptabilités générale, budgétaire et analytique : différences, complémentarité et enjeux.
- 3.5. Comptabilités générale, budgétaire et analytique : quelle place au sein de l'État ?
- 3.6. La comptabilité budgétaire de l'État : caractéristiques et finalités.
- 3.7. La contribution de l'information comptable à l'amélioration de la performance publique.
- 3.8. L'utilité d'une comptabilité générale dans les armées : comment convaincre ?
- 3.9. Comment l'analyse des coûts peut-elle contribuer à éclairer la décision ?
- 3.10. Actifs corporels et incorporels de l'État : quels enjeux ?

4. CONTROLE DE GESTION

- 4.1. « Un contrôleur de gestion est d'abord un financier ». Que pensez-vous de cette affirmation ?
- 4.2. Dans l'environnement du SCA, mêlant personnel militaire et personnel civil, comment convaincre à la fois sa hiérarchie et les organisations syndicales du bien-fondé d'une démarche de contrôle de gestion ?
- 4.3. A partir de la masse des données concaténées pour produire un tableau de bord, un contrôleur de gestion est-il en mesure d'apporter une analyse pertinente sur chacun des domaines d'intervention de son entité ?
- 4.4. Le contrôle de gestion est-il compatible avec les missions d'un hôpital militaire ?
- 4.5. En quoi le contrôle de gestion peut-il être un acteur de la modernisation de l'action de l'Etat et notamment du MINARM ?
- 4.6. Quand le big data rencontre le contrôle de gestion. Opportunités ? Risques ?
- 4.7. Vous êtes affecté dans une entité « achats » nouvellement créée, du SCA. Un contrôle de gestion de l'activité est à créer ex nihilo. Quel est votre feuille de route ?
- 4.8. Dans une entité du MINARM dont l'activité est assimilable à de la production (centre d'essais DGA, LABOCA, traitement de la solde, etc.), le contrôle de gestion dispose-t-il des mêmes leviers que dans une entreprise privée ?
- 4.9. La gestion budgétaire est un domaine encadré où le reporting financier est déjà codifié (RAP, suivis de gestion, A2PM, etc.). Quelle est alors la valeur ajoutée du contrôle de gestion dans ce domaine ?

- 4.10. Comment garantir la résilience d'une démarche de contrôle de gestion dans une entité pouvant, pour partie, être déployée en OPEX sur des missions en rupture avec celles assurées en métropole ?

5. FINANCES

- 5.1. La nouvelle gestion budgétaire et comptable publique : bilan ? perspectives ?
- 5.2. Le ministère des armées devrait-il bénéficier de règles de gestion financière spécifiques du fait de sa spécificité ?
- 5.3. La finance d'entreprise doit-elle être un exemple pour la gestion financière publique ?
- 5.4. La stratégie militaire d'un Etat doit-elle être soumise à la gestion financière ?
- 5.5. La question de la dette : étude comparative entre sphère privée et sphère étatique (notion, utilité de la dette, etc.)
- 5.6. Le principe de l'annualité dans la gestion publique : applications, exceptions, enjeux, limites.
- 5.7. Les règles de la gestion publique de l'Etat sont-elles des facteurs de performance financière ou des freins à celle-ci ?
- 5.8. La gestion budgétaire dans les systèmes étatiques et privés.
- 5.9. Inflation, augmentation du prix des matières premières, crise financière... quelles conséquences pour la gestion d'un ministère régalien ?
- 5.10. La dépense publique peut-elle et doit-elle être financée au moyen d'instruments financiers innovants inspirés de la sphère privée ?

6. LOGISTIQUE

- 6.1. La définition par le secteur privé de la supply chain peut-elle s'appliquer au secteur public ?
- 6.2. Supply chain et blockchain
- 6.3. Systèmes d'information et résilience des chaînes logistiques
- 6.4. Interdépendance des systèmes d'information et de la supply chain
- 6.5. Responsabilité sociétale de l'entreprise et supply chain
- 6.6. Optimisation du positionnement des stocks dans une chaîne logistique orientée B to C (axe coût / axe niveau de service) : leviers – méthodes
- 6.7. Cartographie des risques et résilience d'une chaîne logistique
- 6.8. Chaîne logistique : interactions avec les achats et les services commerciaux
- 6.9. Définir et suivre l'offre de service dans une chaîne logistique
- 6.10. Sous-traitance d'une chaîne logistique : quels périmètres possibles ? Quels critères d'arbitrage ?

7. MANAGEMENT DE PROJETS / DE PROGRAMMES OU D'ORGANISATIONS

- 7.1. De quelles qualités doit faire preuve un chef de projet ?
- 7.2. Comment gérer les risques dans la conduite d'un projet ?
- 7.3. Existe-t-il « une méthode » pour conduire un projet ?
- 7.4. Comment valoriser et dynamiser un projet ?
- 7.5. Comment travailler en « mode projet » dans une organisation à la configuration structurelle rigide ?
- 7.6. Sous quelles conditions une organisation peut-elle réussir sa transformation ?
- 7.7. La prise de risque dans la transformation d'une organisation.
- 7.8. Existe-t-il une méthode idéale de management ?
- 7.9. Comment instaurer un environnement propice à l'innovation ?
- 7.10. Quels sont les facteurs clés de réussite d'un programme de simplification ?

8. HOTELLERIE - RESTAURATION

- 8.1. L'organisation de la restauration au MINARM.
- 8.2. Quel avenir pour les cercles interarmées de base de défense ?
- 8.3. L'externalisation des prestations de restauration : modalités, avantages et limites.
- 8.4. Les approvisionnements en denrées au sein des armées : modalités et enjeux.
- 8.5. La loi EGALIM et le MINARM.
- 8.6. La restauration opérationnelle.
- 8.7. L'offre de restauration au sein du ministère des armées.
- 8.8. La politique de loisirs au sein du MINARM : quelle offre et quel financement ?
- 8.9. La concession de restaurants à l'Economat des armées : enjeux et modalités.
- 8.10. L'Economat des armées.

9. RESSOURCES HUMAINES

- 9.1. Comment entretenir la motivation des militaires tout au long de leur carrière ?
- 9.2. Peut-on rémunérer les militaires comme des salariés du secteur privé ?
- 9.3. Gérer une équipe à distance : risques et opportunités sur l'efficacité et la motivation.
- 9.4. Le commandement militaire, en tant que mode d'organisation et de management, est-il encore compatible avec les aspirations individuelles (conciliation vie privée-vie professionnelle, motivation, épanouissement professionnel) ?
- 9.5. Le télétravail : engouement passager ou véritable révolution des modes de travail ?
- 9.6. Recrutement : comment attirer les talents nécessaires aux armées ?
- 9.7. Comment acquérir et entretenir les compétences nécessaires aux armées ?
- 9.8. Spécificités du statut militaire : impacts en matière RH ?
- 9.9. Faut-il encourager la féminisation des armées ?

10. SYSTEMES D'INFORMATION - NUMÉRIQUE

- 10.1. La transformation numérique peut-elle être appliquée à l'administration militaire ?
- 10.2. Quels sont les éléments indispensables pour une transformation numérique réussie ?
- 10.3. La cyber sécurité s'oppose-t-elle à l'innovation ?
- 10.4. Pourquoi la culture de l'échec peut-elle devenir source de réussite ?
- 10.5. L'individu, premier maillon de la sécurité informatique ou maillon faible ?
- 10.6. La transformation numérique n'apporte-t-elle que des avantages ?
- 10.7. La gestion de la donnée, enjeu de la performance et risques associés.
- 10.8. L'intelligence artificielle, prochaine étape de la transformation numérique ?
- 10.9. Quels sont les apports des nouvelles méthodes de conception et développement ?
- 10.10. Le service du commissariat des armées doit-il développer son vivier de commissaires spécialisés dans le domaine des systèmes d'information ?